

## MAINTENIR LES FILLES À L'ÉCOLE : QUELLES LEÇONS TIRER DES RÉUSSITES À TRAVERS LE MONDE ?

21 août 2025

### INTRODUCTION

La scolarisation des filles constitue l'un des leviers les plus puissants du développement humain et économique des sociétés. À travers le monde, de nombreuses régions ont engagé, à des époques et dans des contextes différents, des efforts soutenus pour garantir l'accès des filles à l'éducation et leur maintien dans le système scolaire. De l'Amérique latine à l'Asie du Sud-Est, en passant par les pays arabes, ces expériences ont produit des résultats contrastés, porteurs de leçons précieuses pour les pays qui font encore face à des défis importants en la matière.

En Afrique de l'Ouest, des avancées significatives ont été enregistrées ces dernières décennies. Par exemple, le Sénégal se distingue en Afrique francophone par des avancées notables vers la parité scolaire filles-garçons, en particulier au primaire et au moyen. Ces progrès restent toutefois fragiles et inégalement répartis entre pays, entre milieux urbains et ruraux, et entre niveaux d'enseignement.

Dans de nombreux pays de la région, les filles continuent de faire face à des obstacles structurels, culturels et économiques qui compromettent leur maintien dans le système éducatif. La pauvreté des ménages, la distance aux établissements scolaires, les mariages et grossesses précoces, la charge domestique ou encore l'insécurité dans les zones de conflit constituent autant de freins qui s'accumulent et se renforcent mutuellement. À ces facteurs s'ajoute la question de la qualité de l'éducation, souvent reléguée au second plan derrière la course aux taux de scolarisation.

Dans un contexte marqué par une démographie galopante, la multiplication des crises et une pression croissante sur les systèmes éducatifs, repenser les conditions du maintien des filles à l'école apparaît comme une nécessité urgente. Ainsi, ce document, issu d'un dialogue virtuel organisé par WATHI et l'Ambassade d'Irlande au Sénégal, analyse les principaux obstacles à la scolarisation durable des filles et propose des recommandations concrètes à destination des décideurs, des acteurs éducatifs et de la société civile.

### L'INTERVENANTE

**Dr Marie-France Lange**, Chercheuse – sociologue de l'éducation et experte en éducation des filles et politiques éducatives dans les pays du Sud, Membre de l'Unité de recherche Centre population et développement (CEPED, université de Paris Cité et IRD).

**Note :** Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

## LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Le Sénégal a atteint ou presque atteint la parité filles-garçons au primaire et au moyen, mais des écarts persistent aux niveaux secondaire et supérieur. C'est l'un des rares pays d'Afrique francophone qui est parvenu le plus rapidement à l'égalité de fréquentation scolaire entre filles et garçons dans l'enseignement primaire, le premier cycle du secondaire, puis le deuxième cycle du secondaire. Il n'y a plus que le niveau supérieur qui reste inégalitaire, avec un nombre supérieur de garçons inscrits. Ce constat reste pourtant largement méconnu, y compris au sein même du pays. Les filles sont désormais plus scolarisées que les garçons au Sénégal, et ce sont les garçons, surtout dans le primaire, qui sont les plus défavorisés. C'est d'ailleurs un problème auquel le gouvernement sénégalais commence à s'intéresser. Le principal défi qui demeure n'est donc plus celui de la parité, mais celui de la scolarisation universelle, qui n'est atteinte ni dans les premiers ni dans les seconds cycles.
- Les pays africains sont les seuls à avoir réussi à augmenter leur taux de scolarisation tout en continuant de connaître une croissance démographique très importante et persistante à ce jour même si l'on observe une évolution, surtout en milieu urbain où la transition démographique est déjà bien en place dans les grandes villes africaines. Aucune autre région du monde n'a relevé ce défi dans des conditions comparables. En Amérique latine, la généralisation de l'enseignement primaire et secondaire s'est accompagnée de l'exclusion de certaines populations, notamment des minorités ethniques. La France elle-même, a décidé et réellement appliqué la gratuité et la généralisation de l'école obligatoire alors que la transition démographique était déjà entamée. Le Vietnam, lorsqu'il a établi la généralisation de la scolarisation au niveau secondaire, disposait déjà d'une transition démographique si bien avancée, passant de six enfants à environ trois enfants par femme, qu'il n'eut plus besoin de recruter des enseignants dans le primaire. Les avancées du primaire lui ont ainsi permis d'investir des fonds dans le secondaire. Il n'y a donc aucune comparaison possible avec la Chine et sa politique d'un enfant par famille, où un couple n'a qu'un seul enfant à scolariser, contre des familles rurales africaines comptant encore cinq ou six enfants. Ce sont des conditions totalement différentes qu'il faut rappeler à chaque fois.
- Les données globales par région dissimulent des disparités considérables entre pays. Les moyennes ne doivent pas masquer des réalités profondément hétérogènes. Quand on prend des zones géographiques dans leur ensemble, on observe des situations très contrastées au sein des pays. Les États arabes, par exemple, ne constituent pas un ensemble homogène : dans les pays du Golfe comme le Qatar ou l'Arabie saoudite, l'égalité filles-garçons existe depuis déjà quelque temps, alors qu'un pays comme le Maroc accuse encore un retard dans la scolarisation des filles. En Afrique subsaharienne, le Tchad partait en 1970 d'un indice de parité de 0,33, ce qui signifiait qu'il n'y avait en gros qu'une fille scolarisée pour trois garçons. Le Sénégal, à l'opposé, affiche en 2019 un indice de parité de 1,14 en faveur des filles. Les inégalités les plus fortes au sein de l'Afrique subsaharienne se situent aujourd'hui dans le deuxième cycle du secondaire, où le continent accuse le plus grand retard. Il y a eu néanmoins des progrès importants : si la conférence de Jomtien en 1990 n'a pas eu tous les effets attendus, le Forum de Dakar, dix ans plus tard, a permis de mobiliser beaucoup de financements et d'accentuer les priorités en faveur de la scolarisation des filles, avec des résultats visibles dans les données.
- La scolarisation ne suffit pas : la question de la qualité de l'éducation reste un défi majeur insuffisamment abordé. En réalité, il ne suffit pas de scolariser, il faut aussi que les enfants apprennent quelque chose. Mettre les enfants à l'école, si c'est juste de la garderie, ne sert pas à grand-chose. Les programmes d'évaluation des acquis, comme le PASEC (Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la CONFEMEN), montrent que la qualité de l'éducation doit être améliorée en parallèle des efforts de généralisation. La course à la scolarisation universelle a parfois conduit à des situations extrêmes, comme au Mali, où l'on a pu observer des classes de 100 à 120 élèves dans le primaire, fonctionnant en double flux dont un groupe le matin, un autre l'après-midi avec pour conséquence que les enfants ne recevaient qu'un demi-programme. Beaucoup de pays reviennent aujourd'hui sur ce système, reconnaissant qu'il n'est pas viable. L'effort pour limiter le nombre d'élèves par classe reste important, car dans certains endroits d'Afrique, on trouve encore 80 à 100 élèves dans une même salle.
- Les formations sur le genre doivent être adaptées aux réalités culturelles locales pour être acceptées

et efficaces. Les pays comme le Bénin ont mené des formations sur le genre, mais celles-ci doivent impérativement être adaptées au contexte local. Des discours trop directement calqués sur les théories de genre occidentales se heurtent à des refus et des blocages. En revanche, lorsque le discours est formulé différemment en disant par exemple que les filles peuvent réussir et qu'il faut les aider en ce sens ; tout le monde est d'accord. C'est aux élites africaines d'adapter le discours sur les relations de genre de façon à ce qu'il soit acceptable dans les pays. Des formations menées par des Africaines ont ainsi obtenu de bons résultats en valorisant le retour économique de la scolarisation des filles vers leur famille d'origine, plutôt qu'en utilisant le prisme de la libération de la femme, qui fait peur aux parents.

- Les contextes de crise aggravent encore la situation. L'Afrique est la région du monde la plus touchée par la multiplication des chocs : Ébola, Covid-19, conflits armés, déplacements de populations. Entre 2019 et 2023, le nombre d'écoles fermées en Afrique de l'Ouest et au Sahel est passé de 1 700 à plus de 9 000, le Burkina Faso représentant à lui seul plus de la moitié de ces fermetures, avec plus de 6 000 établissements concernés et plus de 2 millions de déplacés internes en 2023. Dans certaines régions du Mali, les taux de scolarisation sont passés de 40 à 50 % à 10 à 15 % du fait des conflits. Les filles sont plus difficiles à réintégrer dans le système scolaire après une interruption que les garçons, et leur retour ne peut être envisagé que si les conditions de vie minimales sont garanties : alimentation, logement, sécurité. Cette dernière est particulièrement déterminante pour les filles, comme l'ont illustré les enlèvements commis par Boko Haram. Des solutions provisoires telles que des tentes-classes dotées d'enseignants peuvent néanmoins prévenir un décrochage définitif en attendant la reconstruction des infrastructures.
- Des avancées significatives ont été réalisées concernant le maintien des filles enceintes à l'école. Dans la plupart des pays africains, les filles ne sont désormais plus renvoyées de l'école en raison d'une grossesse, tant qu'elles peuvent y aller. Avant, dès qu'une grossesse était visible, elles étaient renvoyées et n'avaient plus le droit de revenir. Il n'y a plus aujourd'hui, en Afrique francophone comme anglophone, d'interdiction faite à une fille de réintégrer un lycée ou un collège après une grossesse. Même si la reprise reste dans les faits très compliquée, l'interdiction formelle a disparu, ce qui constitue déjà un progrès réel.
- La réduction de la charge de travail domestique des femmes et des filles est une condition structurelle souvent négligée de la scolarisation. Les deux corvées principales des femmes en milieu rural sont l'eau et le bois. Des femmes passent parfois deux heures par jour à chercher du bois pour faire la cuisine. Des solutions concrètes existent, comme les foyers améliorés qui consomment moins de bois, proposés notamment par des Togolais, ou l'accès facilité à l'eau. Ces petites choses en milieu rural peuvent directement réduire le besoin en main-d'œuvre féminine et libérer du temps pour la scolarisation. De même, la modernisation agricole, notamment le passage de la houe simple à la traction animale par le bœuf, l'âne ou le cheval a permis de réduire le travail des enfants, comme cela s'est passé en Europe où les vacances scolaires de juillet, août et septembre étaient historiquement prévues pour permettre aux enfants d'agriculteurs d'aider aux récoltes. Lorsque les familles sont très pauvres, comme au Cambodge où des enfants manquent trois semaines d'école pour glaner du riz dans les champs après la récolte, c'est la lutte contre la pauvreté elle-même à travers le maraîchage ou d'autres techniques agricoles qui conditionne la scolarisation.

## RECOMMANDATIONS

- Augmenter le nombre d'enseignantes pour rassurer les parents et offrir un modèle aux filles, en leur montrant que les femmes peuvent exercer des responsabilités au-delà des activités traditionnelles et ainsi favoriser ainsi une meilleure fréquentation scolaire des filles.
- Renforcer l'accessibilité géographique et les infrastructures éducatives, en construisant davantage d'écoles en milieu rural, en réduisant les distances domicile-école, en développant des infrastructures de base telles que l'accès à l'eau potable et à l'énergie, et en intégrant ces investissements dans une approche territoriale visant à diminuer la charge domestique des filles et à sécuriser leur parcours scolaire.

- Promouvoir un changement durable des normes sociales et des représentations liées à l'éducation des filles, en développant des campagnes de sensibilisation adaptées aux contextes locaux, en valorisant les modèles féminins de réussite, en intégrant des contenus éducatifs inclusifs dans les curricula et en impliquant les leaders communautaires et religieux dans la diffusion de messages favorables à la scolarisation des filles.
- Publier des statistiques scolaires fiables et régulières, condition indispensable pour piloter une politique éducative efficace et éviter les lacunes administratives qui rendent toute action cohérente impossible.
- Développer des politiques spécifiques pour le maintien des filles dans l'enseignement secondaire, en mettant en place des dispositifs d'accompagnement ciblés (bourses, internats sécurisés, mentorat), en réduisant les coûts associés à ce niveau d'étude et en anticipant les facteurs de décrochage, notamment économiques, sociaux et liés au genre.
- Mettre en place des mécanismes robustes de continuité éducative en contexte de crise, en recensant systématiquement les écoles fermées et les élèves déplacés, en déployant des solutions temporaires d'éducation (écoles mobiles, tentes, classes alternatives), en assurant des conditions minimales de sécurité, de nutrition et de santé, et en facilitant le retour rapide des filles à l'école après les interruptions.
- Développer des dispositifs flexibles et inclusifs pour les filles en situation de décrochage, en mettant en place des programmes de seconde chance, des passerelles de réintégration après interruption de scolarité (notamment en cas de grossesse), et en garantissant des trajectoires éducatives alternatives permettant de poursuivre une formation malgré les contraintes sociales ou économiques.

## CITATIONS DE L'INVITÉE

« Les États décident de la gratuité, et à l'intérieur des écoles on s'aperçoit qu'il y a des frais qui reviennent et qui sont imposés aux parents. »

« Aujourd'hui, au Sénégal, les filles sont plus scolarisées que les garçons, et beaucoup de Sénégalais eux-mêmes l'ignorent. »

« Il est très difficile de développer l'éducation dans des pays instables, en particulier celle des filles. »

« Fermer les écoles pendant longtemps, c'est prendre le risque de perdre définitivement les filles du système éducatif. La sécurité est une condition non négociable pour la scolarisation des filles. »

« On ne scolarise pas les enfants par la contrainte. Il faut que les populations adhèrent à l'école. »

## POUR ALLER PLUS LOIN

VIDEO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

[www.wathi.org](http://www.wathi.org)



[facebook.com/wathi.org/](https://facebook.com/wathi.org/)



[@WATHI\\_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi\\_think\\_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

